

International

ISRAËL – LIBAN : VERS UN RAPPROCHEMENT HISTORIQUE ?

Orna Mizrahi, Rachel Nakache

15/06/2026

Comment appréhender les enjeux de la guerre entre Israël et le Hezbollah ? Orna Mizrahi, chercheuse à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) de Tel-Aviv et ancienne conseillère adjointe pour la politique étrangère au Conseil national de sécurité israélien, forte d'une expertise reconnue sur le Liban, le Hezbollah et les questions de sécurité régionale, décrypte pour la Fondation ce conflit, ses répercussions sur le Liban, la stratégie israélienne et l'évolution de la situation sur le front nord.

Orna Mizrahi est chercheuse à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) de Tel-Aviv, qu'elle a rejoint en 2018 à l'issue d'une longue carrière dans l'appareil sécuritaire israélien. Lieutenante-colonelle de réserve, elle a servi vingt-six ans dans les Forces de défense israéliennes, d'abord comme analyste à la Division de recherche du renseignement militaire (1979-1991 ; 2000-2003), puis comme officière supérieure à la Division de planification stratégique (1991-2000). Elle a ensuite occupé plusieurs postes au Conseil national de sécurité dans le bureau du Premier ministre, dont celui de conseillère adjointe pour la politique étrangère (2015-2018). Titulaire d'un master en histoire du Moyen-Orient de l'Université de Tel-Aviv, elle a pour domaines de recherche la politique de sécurité nationale d'Israël, la planification stratégique politico-militaire, le Liban, le Hezbollah et la dynamique régionale. Elle est également active au sein du Forum Dvorah, qui promeut la participation des femmes dans les institutions politico-sécuritaires. Elle est interrogée par **Rachel Nakache**, chargée de mission à la Fondation Jean Jaurès.

Rachel Nakache : Le 8 octobre 2023, le Hezbollah ouvre un second front contre Israël en soutien au Hamas. En mars 2026, le mouvement chiite relance les hostilités à la suite de l'escalade du conflit israélo-iranien. Quelques mois plus tard, le 7 juin 2026, l'Iran frappe directement Israël après des attaques visant le Hezbollah au Liban. Dans quelle mesure cette succession d'événements révèle-t-elle une transformation des relations entre l'Iran et son principal relais régional, le Hezbollah libanais ?

Orna Mizrahi : L'un des changements majeurs dans le positionnement du Hezbollah après les coups sévères qu'il a subis de la part des Forces de défense israéliennes (FDI) pendant la guerre de soutien au Hamas (2023-2024) a été l'augmentation significative de l'implication de l'Iran au Liban et de son influence sur le Hezbollah. Ces événements ont considérablement affaibli ses capacités militaires, éliminé sa direction vétérane et érodé sa position intérieure au Liban.

Ce changement a également été rendu possible par l'absence de Nasrallah, qui était un dirigeant charismatique et estimé, très respecté par les Iraniens eux-mêmes, et qui influençait les processus décisionnels de l'Iran grâce à sa connexion directe avec la direction iranienne, notamment le Guide suprême Khamenei. Depuis sa disparition, son successeur, Naïm Qassem, dispose d'une capacité plus limitée à influencer les Iraniens, qui sont intervenus pour étendre leur implication au Liban afin de reconstruire et de réhabiliter l'organisation.

En juin 2025, le Hezbollah n'a pas rejoint la guerre contre l'Iran en raison de sa faiblesse. S'il a choisi de rejoindre la guerre actuelle, c'est parce qu'il avait entre-temps réussi à se réhabiliter, mais aussi en raison de la gravité des attaques subies par la direction iranienne dès les premiers jours (y compris l'assassinat de Khamenei) et à l'ampleur de la menace qui pèse désormais sur l'Iran. Dans la guerre actuelle, nous disposons de nombreuses preuves de la présence étendue de personnels du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) au Liban et de leur implication dans la guerre. Pour l'Iran, le combat du Hezbollah sert ses intérêts : il contraint Israël à ouvrir un front supplémentaire, et il exploite les développements récents pour asseoir son statut de puissance régionale, dans un contexte où les issues de la guerre restent incertaines. En conclusion, la dépendance du Hezbollah vis-à-vis de l'Iran s'est accrue, et l'Iran tente d'exploiter cela à son avantage.

Alors que le gouvernement israélien considérait le Hezbollah comme affaibli après l'élimination de son état-major et celle de Hassan Nasrallah, la milice pro-iranienne continue d'imposer une attrition à l'armée israélienne, notamment à travers l'usage de drones à fibre optique qui ont causé des pertes dans les rangs de l'armée israélienne. Israël a-t-il sous-estimé les capacités de résilience de la milice chiite ?

Le Hezbollah a effectivement été considérablement affaibli à la suite de la « guerre de soutien » au Hamas (2023-2024). Selon les évaluations israéliennes, il a perdu environ 80% de sa puissance de feu, et ses infrastructures ainsi que ses quartiers généraux ont été gravement endommagés. Son affaiblissement a également fragilisé sa position politique au Liban, favorisant l'émergence et la consolidation d'une nouvelle direction qui lui est opposée. Dans le même temps, on ne peut ignorer les capacités qui lui restent, ainsi que celles qu'il a réussi à réhabiliter durant la période de cessez-

le-feu avec l'aide iranienne.

Par ailleurs, il faut également tenir compte de la nature asymétrique du conflit opposant les FDI, en tant qu'armée conventionnelle, au Hezbollah, en tant qu'organisation terroriste de petite taille et agile. Il est vrai que la direction israélienne a, pour des raisons politiques, eu tendance à surjouer la victoire sur le Hezbollah. Des voix professionnelles au sein de l'*establishment* de défense israélien ont tenu à nuancer ce récit : le Hezbollah a certes été affaibli, mais il n'a pas disparu, et constitue toujours une menace. Les FDI ont d'ailleurs envisagé de lancer une nouvelle frappe préventive contre le Hezbollah au début de l'année 2026.

En conclusion, l'*establishment* militaire n'a pas sous-estimé le Hezbollah, mais il a bel et bien été surpris par l'utilisation des drones FPV, en raison de la priorité accordée aux réponses face à des menaces plus significatives. Pendant plusieurs semaines, cette menace tactique a pourtant pris une dimension stratégique. Aujourd'hui, les adaptations et solutions mises en place ont permis de réduire significativement la menace que représentent les drones FPV.

Des négociations directes israélo-libanaises se sont ouvertes à Washington sous médiation américaine. Les parties convergent sur la nécessité de désarmer le Hezbollah et s'accordent sur le recouvrement d'une souveraineté pleine et entière de l'État libanais sur le pays du cèdre. Cependant, le Hezbollah s'y refuse catégoriquement, tandis qu'Israël n'entend pas desserrer son étreinte sur le terrain. Dès lors, ces négociations ne sont-elles pas vouées à l'échec ?

Il est vrai que le principal obstacle aux pourparlers directs entre Israël et le Liban est le Hezbollah, dans la mesure où ces pourparlers contredisent totalement son concept de « résistance » et sa vision de la destruction de l'État d'Israël.

Le gouvernement libanais a fait preuve d'un réel courage en acceptant ces pourparlers, ce qui a également été rendu possible par l'affaiblissement relatif du Hezbollah. J'estime que la convergence d'intérêts entre la direction libanaise actuelle et Israël face au Hezbollah et à l'Iran constitue une opportunité rare de transformer la relation entre les deux pays, et que tout doit être mis en œuvre pour la saisir pleinement.

L'objectif devrait être de rééquilibrer le rapport de forces entre le gouvernement libanais affaibli et le Hezbollah, c'est-à-dire continuer à affaiblir ce dernier sur les plans militaire, économique et politique, tout en faisant tout le possible pour renforcer le gouvernement libanais. Israël ne peut y parvenir seul. Il lui faut maintenir sa pression militaire sur le Hezbollah, mais avec discernement, de façon à ne pas fragiliser l'État libanais, tout en poursuivant les pourparlers directs avec le Liban. La

communauté internationale et les États de la région ont ici un rôle crucial à jouer, principalement en fournissant un soutien économique au gouvernement libanais et en soutenant les réformes et le renforcement des capacités des Forces armées libanaises (FAL).

Paris tente de retrouver une capacité d'influence sur le dossier libanais, là où son poids diplomatique semble s'être affaibli face aux États-Unis. L'administration Trump semble délibérément vouloir marginaliser la partie européenne et traite la question libanaise comme une affaire bilatérale américano-israélienne. Dans ce contexte, Paris peut-il néanmoins jouer un rôle bénéfique dans la négociation, et si oui, lequel ?

Il est vrai que les États-Unis sont actuellement le principal acteur de la médiation entre Israël et le Liban. J'estime que la raison principale en est, d'un côté, la confiance d'Israël envers les Américains et, de l'autre, la volonté américaine d'assumer des coûts pour son implication. Dans le même temps, à mon sens, les pays européens, et la France en particulier, ont encore un rôle important à jouer, tant dans l'affaiblissement du Hezbollah que dans le renforcement de la direction libanaise. Pour affaiblir le Hezbollah, plusieurs leviers sont envisageables : imposer des sanctions ciblées contre ses hauts responsables, à l'image de celles déjà appliquées par les États-Unis ; tarir les flux financiers qui lui parviennent de l'étranger ; rompre tout lien avec sa branche politique ; et apporter un soutien public à ses opposants.

Pour renforcer la direction libanaise, des mesures plus ambitieuses sont nécessaires. Celles-ci passent aussi bien par la consolidation de son appareil militaire et la réhabilitation de son économie que par une aide à la reconstruction des populations chiites touchées par la guerre, acheminée par l'intermédiaire du gouvernement libanais.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Crédit photo : Israel defense forces in Beaufort Castle Lebanon 31.05.2026, Wikimedia.